

## "L'arme alimentaire" dans L'Humanité (23 mai 1992)

**Légende:** Le 23 mai 1992, le quotidien communiste français L'Humanité dénonce la nouvelle réforme de la politique agricole commune et y voit une capitulation de l'agriculture européenne face aux exigences des États-Unis notamment dans le cadre des négociations du GATT.

**Source:** L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 23.05.1992. Paris.  
[http://www.humanite.fr/1992-05-23\\_Articles\\_-L-ARME-ALIMENTAIRE](http://www.humanite.fr/1992-05-23_Articles_-L-ARME-ALIMENTAIRE). "L'arme alimentaire",  
auteur:Spire, Arnaud.

**Copyright:** (c) L'Humanité

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/l\\_arme\\_alimentaire\\_dans\\_l\\_humanite\\_23\\_mai\\_1992-fr-55f10896-17bc-43ff-89ed-09982a72cddb.html](http://www.cvce.eu/obj/l_arme_alimentaire_dans_l_humanite_23_mai_1992-fr-55f10896-17bc-43ff-89ed-09982a72cddb.html)

**Date de dernière mise à jour:** 02/02/2017



## L'arme alimentaire

Les ministres de l'Agriculture des Douze viennent eux-mêmes de dynamiter leur propre Politique agricole commune (PAC). Neuf millions d'agriculteurs européens se voient ainsi infliger une baisse des prix de 29% pour les céréales à 15% pour la viande bovine. Coup de poignard dans le dos du monde agricole. Désormais, le système des « prix garantis » s'aligne sur les cours mondiaux imposés aux pays pauvres. Les paysans sont obligés de mettre en jachère au moins 15% des surfaces cultivées. Sans égard pour les victimes de la faim dans l'hémisphère Sud. Ni pour le nombre croissant de pauvres au Nord. Ni, bien sûr, pour la santé des économies nationales.

Dans la seule France, 149.000 exploitations sont immédiatement menacées. Il ne devrait plus y en avoir que 700.000 au maximum en l'an 2000 si l'acte d'allégeance des ministres de la CEE aux intérêts américains n'est pas remis en cause.

Cette capitulation européenne en rase campagne correspond en effet sensiblement aux exigences exprimées, depuis des mois, par la Maison-Blanche, dans le cadre du GATT, d'exporter, sans entraves et sans réciprocité, ce que l'on nomme là-bas « l'arme alimentaire ». Elle est, paraît-il, l'une des plus puissantes pour imposer à la planète le nouvel ordre mondial américain. Un haut fonctionnaire américain, cité par Francis Wurtz dans son rapport au Comité central du PCF, n'a-t-il pas fait, depuis belle lurette, cette déclaration criminelle : « Le meilleur moyen d'utiliser la nourriture est celui qui consiste à s'en servir pour attacher un certain nombre de pays aux Etats-Unis, devenir ainsi de plus en plus dépendants, avoir besoin de ces vivres et les acheter chaque année de plus en plus. Au fur et à mesure, ces pays dépendent davantage des Etats-Unis et hésitent à se soulever contre eux » ?

Certes, les déclarations d'intention de la politique agricole commune, si elles avaient été appliquées, auraient pu constituer des garanties pour défendre notre potentiel agroalimentaire. C'est notamment le cas de la « préférence communautaire » qui, loin d'être une position de repli sur soi, pouvait obliger à des coopérations généreuses et mutuellement avantageuses pour les peuples. C'est l'orientation inverse qu'ont mise en oeuvre les Douze, faisant ainsi une nouvelle fois la démonstration que la construction européenne telle que l'entend le traité de Maastricht ne constitue absolument pas une protection contre l'hégémonie du dollar, du mark, ni même du yen.

Les agriculteurs et leurs organisations syndicales ne s'y sont pas trompés. Raymond Lacombe, au nom de la FNSEA, a tout de suite déploré que « l'Europe soit devenue une colonie américaine », et que l'on ait « abandonné l'essentiel de la PAC pour aller vers un assistanat global ». L'organisation syndicale qualifie l'infléchissement européen de « rupture historique par rapport au modèle agricole et rural millénaire de notre continent ». Quant au MODEF, il sonne l'alarme en ces termes : « Tels les huissiers qui parcourent les campagnes, Louis Mermaz vient de signer l'acte de saisie et d'expropriation de l'agriculture française à la demande des USA. ».

La décision a fait, dans le monde rural, l'effet d'un séisme. Dans la nuit de jeudi à vendredi, des rassemblements de protestation se sont tout de suite organisés. Dans tout le pays. Dès hier, François Mitterrand était amené à rassurer depuis La Rochelle où il procédait, avec le président Kohl, à la consolidation d'un corps d'armée commun à vocation européenne. Sa déclaration priant que l'on ne confonde pas « la réforme de la PAC » avec une capitulation devant les exigences américaines au GATT s'est - malheureusement pour lui - croisée avec les félicitations d'Arthur Dunkel, parlant « d'initiative européenne bienvenue, qui allait faciliter les discussions avec les Etats-Unis ».

Le Parti communiste et ses élus, par la voix d'André Lajoinie, ont exprimé dès hier leur opposition résolue à la récente décision de Bruxelles. Les communistes apportent évidemment leur solidarité complète au mouvement des agriculteurs et des ruraux visant à mettre en échec, sous la forme appropriée, la capitulation des Douze - et notamment du gouvernement français. Avec leur campagne pour un référendum et pour faire connaître le contenu du traité de Maastricht, les communistes apportent au monde rural une contribution spécifique.

